

Saint-Brieuc, le 1er juillet 2014

Déclaration liminaire - CTL du 1er juillet 2014

Monsieur le Président,

Les politiques de rigueur et la modernisation de l'action publique lancée par le gouvernement se traduisent, à la DGFIP, par une « démarche stratégique » qui accompagne et organise le rétrécissement et l'affaiblissement de la DGFIP. Une démarche stratégique qui accompagne la réduction des moyens humains et financiers, qui vise à concentrer les missions en promouvant la simplification et la stratégie du tout numérique alors que les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC) n'ont jamais constitué une solution miracle face à la hausse de la charge de travail et qu'elles ne peuvent remplacer le besoin d'un service public proche et humain.

De plus, les ministres ont annoncé le lancement prochain d'une « revue des missions » qui apparaît comme un accélérateur de l'affaiblissement de la DGFIP. Cette revue vise à déterminer quelles sont les missions prioritaires et, par incidence, quelles sont celles qui ne le sont pas et qui pourraient être abandonnées voire privatisées.

Une telle approche est inacceptable. Solidaires Finances Publiques défend un Etat social dont la présence et l'organisation permettent de garantir et d'assurer les besoins sociaux, la réduction des inégalités sociales et territoriales, la redistribution et une vraie justice fiscale et sociale. En conséquence, Solidaires Finances Publiques combat et combattra résolument toute orientation visant à affaiblir la DGFIP et exige un renforcement sans délai des moyens humains, matériels et juridiques de la DGFIP pour assurer l'ensemble de ses missions.

Solidaires Finances Publiques dénonce également l'absence de reconnaissance des agents de la DGFIP et des fonctionnaires dans leur ensemble. Le gel continu du point d'indice, la non revalorisation conséquente des grilles indiciaires de toutes les catégories, la non revalorisation de la rémunération

indemnitaire, à quoi s'ajoutent des mesures iniques telles la rémunération au mérite ou encore la prime accueil sont aussi, avec la baisse des effectifs et la désorganisation des services qui s'ensuit, des facteurs de mécontentement, mécontentement qui s'est fortement exprimé à la DGFIP les 20 mars et 15 mai derniers.

Comment s'étonner alors, dans ce contexte, de la teneur des réponses apportées par les collègues au questionnaire du baromètre social ?

Moins nombreux pour assumer une charge de travail toujours croissante, ballotés depuis des années par les restructurations de services, les transferts de missions et d'emplois, non reconnus par leur administration et surtout jamais écoutés quant à leurs conditions de travail devenues bien souvent insupportables, ils ont, au travers du baromètre, clairement exprimé leurs attentes et inquiétudes.

Ainsi :

- 71% des agents de la DDFIP 22 estiment que la DGFIP évolue dans le mauvais sens,
- 66% jugent le climat social à la DGFIP mauvais,
- 75% considèrent insuffisante l'attention portée à leurs conditions de travail
- 60% dénoncent la forte charge de travail,
- 40% subissent un stress important,
- 62% disent travailler dans l'urgence,
- 88% soulignent l'absence d'écoute de la part de leurs directions tant locale que nationale.

Monsieur le Directeur, Solidaires Finances Publiques vous demande instamment de prendre en considération le mal être profond des agents de la DDFIP 22 et de mettre en oeuvre une démarche stratégique faisant sens. Pour Solidaires Finances Publiques, l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement de nouveaux agents pour permettre l'abaissement de la charge de travail par agent, la pérenisation des missions par le renforcement du soutien apporté aux collègues, le renforcement du maillage territorial, l'amélioration sensible des conditions de vie au travail des agents, doivent être au cœur de la démarche stratégique.